



# TIC et OGP

**Utilisation des Technologies de l'Information et de la  
Communication pour accomplir les plans d'action Open  
Government Partnership de huit pays**



**Janvier 2015**

## Table des matières

Introduction .....	3
L'exemple du Canada .....	5
L'exemple du Royaume Uni .....	8
L'exemple de la Norvège .....	10
L'exemple de Kenya .....	12
L'exemple de l'Afrique du Sud .....	14
L'exemple de la Jordanie .....	16
L'exemple de l'Indonésie .....	18
L'exemple du Brésil .....	20
Tableaux comparatifs .....	22
Conclusion .....	26

### **Note de synthèse du Labo' Démocratique**

Programme Gouvernance

Groupe de travail pour le suivi du processus OGP

Equipe de rédaction : Farah Hached, Raja Sayyari, Khansa Ben Tarjem

---

Le Labo' Démocratique est une association tunisienne à caractère scientifique qui se réclame des principes de la déclaration universelle des droits de l'homme et qui a pour but de contribuer, en toute indépendance, à l'instauration et à l'enracinement d'une démocratie innovante et vivante, à travers:

- la recherche, l'analyse et le débat
- la mise en œuvre d'actions expérimentales ciblées
- des propositions aux pouvoirs publics, à la société civile et à l'opinion publique

Matricule fiscal : 1273617/B

Adresse : 1, rue Badia Ezzamen, Cité Mahrajène, Tunis, Tunisie

Tel : (+216) 29 09 92 50

Email: [labo.democratique@gmail.com](mailto:labo.democratique@gmail.com)

Site web: <http://labodemocratique.wordpress.com>

## Introduction

---

Pour assurer la transparence et la circulation des informations gouvernementales (budgétaire, culturelle, sanitaire, environnementale, etc.), les organismes publics doivent faire recours aux moyens classiques de communication et les technologies de l'information et de la communication (TIC), surtout les sites proactif et les réseaux sociaux (15 % des gouvernements de 163 pays du monde sont sur Twitter<sup>1</sup>). En effet, les TIC assurent une meilleure interaction entre l'Etat, ses institutions et le public à travers la gouvernance démocratique (notamment les consultations publiques), la gouvernance économique et la gouvernance administrative. Ces types de gouvernance passent obligatoirement par le droit d'accès à l'information publique à travers le gouvernement ouvert ou l'Open Government.

L'évolution des technologies a influencé les actions des Etats qui ont eu le courage politique de changer le modèle de l'Etat et qui ont élaboré une stratégie TIC tout en assurant une cyber-sécurité, l'accessibilité Web et un environnement de confiance à

---

<sup>1</sup> Utilisation des réseaux sociaux par les Etats <http://ur1.ca/2hvks>

travers une solide législation garantissant les transactions et la vie privé. Et depuis la fin des années 90 nous sommes passés du gouvernement ouvert à l'e-gouvernement pour arriver à la nouvelle génération : le Gouvernement 2.0<sup>2</sup> basé sur les TIC pour améliorer la démocratie moderne et les services publics.

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) sont considérées comme un moyen de modernisation et d'ouverture et une condition primordiale d'adhésion à l'OGP. De ce fait, les apports des TIC touchent principalement l'open governance, le développement des services publics, l'ouverture des données, le développement de la démocratie, le développement de l'économie, etc. Nous pouvons les résumer dans les points suivants<sup>3</sup> :

- Accroître l'efficacité des services de l'administration (accès du public aux informations et reddition de comptes aux citoyens)
- Améliorer la qualité et la simplicité des services publics
- Rehausser l'efficacité des services publics
- Faciliter l'atteinte des objectifs de la politique socio-économique
- Encourager la transparence des procédures et des décisions
- Renforcer la confiance et l'implication des citoyens
- Assurer un accès permanent à l'information 24h / 24h et 7j / 7
- Faciliter la relation entre les organismes de l'Etat, entre les autorités et les citoyens et entre les autorités et les entreprises
- Simplifier la communication et les échanges entre les diverses entités
- Offrir plus de compréhension et de participation à travers l'accès à l'information
- Assurer plus de transparence et donc plus de confiance et de démocratie
- Assurer une forte implication
- Réduire les coûts d'exploitation des services publics (en argent et en temps)
- Créer de nouvelles opportunités d'emploi et d'investissement

Nous présentons ci-dessous l'expérience de huit pays dans leur utilisation des TIC pour accomplir leurs engagements d'adhésion à l'OGP. Le choix de notre échantillon est arbitraire.

---

<sup>2</sup> Le gouvernement 2.0 <http://fr.slideshare.net/ffunction/fo-6081314>

<sup>3</sup> TIC et gouvernance – intervention du Dr Mohamed Said Ouerghi au forum CRAFRAD, Maroc, juin 2013  
<http://fr.slideshare.net/ouerghi/tic-et-gouvernance-cafrad>



## L'exemple du Canada

---

Le Canada a exprimé officiellement son intention de rejoindre l'OGP en septembre 2011 et il a présenté 12 engagements dans son premier plan d'action dont la réalisation est basée sur l'utilisation des TIC et qui vise l'accessibilité à l'information, l'ouverture et la reddition des comptes et la participation citoyenne à travers le Web 2.0.

Le Canada s'est engagé<sup>4</sup> à :

- La modernisation de l'administration de l'accès à l'information par l'utilisation de plateformes centralisées de l'administration de l'accès à l'information et le paiement en ligne de ces demandes.

---

<sup>4</sup> 1<sup>er</sup> plan d'action du Canada à l'OGP <http://donnees.gc.ca/fr/plan-daction-du-canada-pour-un-gouvernement-ouvert>

- La création d'une bibliothèque virtuelle rassemblant les données interrogeables en ligne publiées par le gouvernement,
- L'initiative internationale pour la transparence sur l'aide. C'est une initiative de collecte des fichiers relatifs à la transparence de l'aide diffusés sur le web<sup>5</sup>,
- L'ouverture des bibliothèques et des archives du gouvernement canadien via le web 2.0,
- La gestion électronique des dossiers et documents dans certain nombre de ministères,
- La mise en place d'un service web concentré sur l'utilisateur pour les consultations et pour offrir un guichet unique de recherche simultanée dans les pages, les données et les publications fédérales,
- La diffusion des données du gouvernement canadien à travers le site [www.donnees.gc.ca](http://www.donnees.gc.ca) et la diffusion des données sur la gestion des ressources du gouvernement
- L'adoption d'une réglementation ouverte : en rendant public en ligne les projets réglementaires pour des fins d'information et de participation.

Le premier rapport d'étape 2012-2013 d'évaluation des actions du Canada effectué par le Système de Rapport Indépendant (IRM) a mentionné que parmi les points forts des engagements du Canada sont l'accès à l'information avec une note de 16/20 et l'utilisation des TIC pour l'ouverture et la reddition des comptes avec une note de 10/20<sup>6</sup>.

Le Networked Readiness Index<sup>7</sup> a classé le Canada 12<sup>ème</sup> pour l'année 2013 et 17<sup>ème</sup> en 2014 sur 148 pays évalués en matière d'utilisation des TIC pour le développement. Le tableau suivant présente des détails sur l'utilisation des TIC au Canada en 2014 dans des domaines bien précis.

Le Canada connaît une régression au niveau de l'utilisation des TIC en passant de la 9<sup>ème</sup> place en 2012 à la 12<sup>ème</sup> en 2013 et la 22<sup>ème</sup> en 2014 selon le classement de Networked Readiness Index.

---

<sup>5</sup> Le site officiel de l'IITA <http://www.acdi-cida.gc.ca/acdi-cida/acdi-cida.nsf/fra/CAR-102915479-R82>

<sup>6</sup> Rapport d'étape 2012-2013 du SRI  
[http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/Canada\\_final\\_report\\_2012\\_French.pdf](http://www.opengovpartnership.org/sites/default/files/Canada_final_report_2012_French.pdf)

<sup>7</sup> Le site officiel du Forum Economique Mondial <http://www.weforum.org/issues/global-information-technology>

<b>Thème</b>	<b>Classement</b>
Impact des TIC sur l'économie	17 <sup>ème</sup>
Impact des TIC sur le social	16 <sup>ème</sup>
Usage des TIC par le gouvernement	25 <sup>ème</sup>
Usage individuel des TIC	27 <sup>ème</sup>
Usage des TIC dans l'investissement	25 <sup>ème</sup>
Infrastructure et contenu numérique	7 <sup>ème</sup>

L'Open Knowledge Foundation a publié en 2013, avant le sommet international de Londres sur la transparence son Open Data Index qui a étudié 70 pays en termes d'ouverture des données. Le Canada est classé 10<sup>ème</sup>. Les résultats de l'étude ont montré que les efforts des gouvernements pour fournir des informations réutilisables aux citoyens et aux entreprises sont insuffisants<sup>8</sup>.

---

<sup>8</sup> Open Data Index 2013 -Canada <https://index.okfn.org/country/overview/Canada/>



## L'exemple du Royaume Uni

---

Le Royaume Uni est l'un des 8 pays fondateurs de l'OGP. Il a déclaré son intention de rejoindre l'OGP en septembre 2011 et il a présenté son plan d'action qui contenait 41 engagements autour des cinq grands défis de l'OGP visant l'amélioration du service public et la bonne gestion des ressources publiques tout en utilisant les TIC. En formulant ses engagements le Royaume Uni a introduit les TIC comme moyen pour atteindre les objectifs fixés.

Le Royaume Uni s'est engagé à<sup>9</sup> :

- Assurer l'accès à l'information par les protocoles technologiques,

---

<sup>9</sup> Plan d'action du Royaume Uni pour l'OGP <http://www.opengovpartnership.org/country/united-kingdom/action-plan>



- Renforcer l'utilisation de l'Open Data : un code pratique et des normes qui encouragent les citoyens et les administrations.
- Mettre en place la loi garantissant l'accès à l'information et l'obtention de l'Open Licence
- Stimuler les marchés par l'utilisation des données ouvertes,
- Aller à un seul nom de domaine pour les services publics afin de faciliter la vie des citoyens et réaliser des économies sur le budget de l'Etat.
- Améliorer l'engagement public à travers les TIC : mettre toutes les consultations en ligne et utiliser les réseaux sociaux pour communiquer et dialoguer avec les citoyens
- Améliorer les interfaces des sites web et des réseaux pour encourager les investissements, créer des normes pangouvernementales pour automatiser la programmation des interfaces, établir des formats standards des fichiers pour satisfaire les utilisateurs.
- Développer des standards de données ouvertes : unifier le format des fichiers publics ouverts et assurer la transparence des données diffusées.

L'IRM a publié son premier rapport d'évaluation<sup>10</sup> de la première année du plan d'action du Royaume Uni dans lequel nous trouvons que le Royaume Uni a réalisé 25 engagements sur 40 déclarés. Pour ce qui est des TIC et innovation pour la transparence et la reddition des comptes le Royaume Uni a eu la note de 9/41.

En matière d'Open Data, le Royaume Uni est classé premier<sup>11</sup> selon l'open data index 2013. Pour ce qui est utilisation des TIC, le Royaume Uni reste parmi les premiers pays qui ont reconnu l'importance des TIC, en particulier l'innovation et la compétitivité. Il est classé en 2014 9<sup>ème</sup>, 7<sup>ème</sup> en 2013 et 10<sup>ème</sup> en 2012 selon The Networked Readiness Index<sup>12</sup>. Même si le Royaume Uni a perdu deux places dans le classement entre 2014 et 2013, l'usage des TIC a de vastes avantages économiques et sociaux.

---

<sup>10</sup> Rapport d'évaluation de l'IRM pour le plan d'action du Royaume Uni

<http://www.opengovpartnership.org/country/united-kingdom/progress-report/report>

<sup>11</sup> Open data index pour le Royaume Uni <https://index.okfn.org/country/overview/United%20Kingdom/>

<sup>12</sup> Networked Readiness Index <http://www.weforum.org/reports/global-information-technology-report-2014>



## L'exemple de la Norvège

---

La Norvège est l'un des 8 pays fondateur de l'OGP. Dans son premier plan d'action, la Norvège n'a pas détaillé le rôle des TIC dans la réalisation de ses engagements, mais dans le deuxième plan d'action elle a ajouté des engagements relatifs à l'utilisation des TIC pour la réforme du secteur public<sup>13</sup>. L'usage des TIC peut être résumé dans les points suivants :

- La communication électronique est la règle générale pour le contact avec le secteur public,
- Le service public doit fournir des services numériques unifiés et conviviaux,
- La connexion au service web public doit être simple et sécurisée
- Mettre des boîtes aux lettres numériques sécurisées à la disposition des citoyens et des entreprises pour la réception du courrier du secteur public

---

<sup>13</sup> Plan d'action de la Norvège <http://www.opengovpartnership.org/country/norway/action-plan>

- Les citoyens et les entreprises sont informés par des SMS et par des e-mails,
- Présenter l'assistance nécessaire aux citoyens pour trouver et utiliser les services numériques,
- Développement des solutions TIC pour l'organisation du processus de travail,
- Protection de la vie privée et la sécurité de l'information,
- Coordination des mesures de numérisation et de pertinence pour les services publics

Le 1<sup>er</sup> rapport d'évaluation du plan d'action OGP de la Norvège a attribué les notes<sup>14</sup> suivantes :

- 4/4 pour la transparence budgétaire
- 4/4 pour les avantages de divulgation
- 10/10 pour la participation civique

La Norvège a bien su tirer parti des TIC et elle est l'un des pays les mieux placés en 2014<sup>15</sup> (5<sup>ème</sup> sur 148 pays). Elle dispose d'une infrastructure de TIC bien développée et abordable : 95 % de la population utilise internet et plus de 90 % ont accès à une connexion à internet et à un ordinateur personnel à la maison. Pour ce qui est Open Data Index 2013, elle est classé 4<sup>ème</sup><sup>16</sup>

---

<sup>14</sup> Rapport IRM 2011-2013 –Norvège <http://www.opengovpartnership.org/country/norway/progress-report/report>

<sup>15</sup> Utilisation des TIC à la Norvège <http://forumblog.org/2014/04/top-10-countries-embracing-information-technology/>

<sup>16</sup> Open Data Index 2013 – Norvège <https://index.okfn.org/country/overview/Norway/>



## L'exemple de Kenya

---

Le Kenya est le 35<sup>ème</sup> pays qui a rejoint l'OGP en septembre 2012. Malgré la faiblesse de son infrastructure de TIC, le Kenya essaie de profiter de ce qui est disponible et d'entamer des changements au profit de la transparence et de la démocratie<sup>17</sup>. En effet, lors de l'élaboration de son plan d'action OGP, le Kenya a déclaré que les technologies de l'information et de la communication seront utilisées pour améliorer le service public dans différents domaines. Les TIC seront exploitées notamment dans<sup>18</sup> :

- 1- Shirikina : un processus organisé vers une plateforme de services partagés du gouvernement orientée vers les citoyens et les organismes.

---

<sup>17</sup> Selon The Networked Readiness Index 2013 et 2014, Kenya est classé 92<sup>ème</sup> pour l'utilisation des TIC. Pour ce qui est infrastructure et contenu numérique il est classé 99<sup>ème</sup>. Pour l'impact des TIC sur l'économie, on trouve le Kenya au 71<sup>ème</sup> rang et pour ce qui est impact des TIC sur le développement social, il est classé 83<sup>ème</sup>.

<sup>18</sup> Plan d'action OGP du Kenya <http://www.opengovpartnership.org/country/kenya/action-plan>

- 2- TIMS : Système de gestion intégré des transports. C'est une stratégie basée sur la technologie pour harmoniser les données au sein du secteur des transports.
- 3- Kenet : Kenya Education Network. Un réseau national de recherche et d'enseignement qui favorise l'utilisation des TIC.
- 4- End-To-End services : un portail unique permettant l'accès à tous les services liés à la citoyenneté.
- 5- Kentrade : un portail unique pour améliorer l'investissement au Kenya à travers un e-registre permettant l'amélioration des flux de travail.
- 6- Elargir l'infrastructure des TIC pour encourager la participation citoyenne et engager le gouvernement.
- 7- La transparence du gouvernement : adhésion au processus Open Data en juillet 2011
- 8- La transparence dans les services d'immigration : utilisation de la téléphonie mobile pour suivre le progrès de réalisation des dossiers des candidats afin de réduire la corruption.
- 9- Judiciaire : le pouvoir judiciaire a lancé un programme d'informatisation qui enregistre les procédures judiciaires électroniquement et la mise en place d'une e-bibliothèque permettant l'accès à l'information.

Le Kenya a participé aussi à l'Open Data, mais selon les statistiques de 2013 elle a obtenu un score faible de 130<sup>19</sup>.

---

<sup>19</sup> Open Data Index 2013 – Kenya <https://index.okfn.org/country/overview/Kenya/>



## L'exemple de l'Afrique du Sud

---

C'est le premier pays africain qui a rejoint l'OGP en septembre 2011. Dans son plan d'action annuel de l'OGP, l'Afrique Du Sud a exprimé son intention d'utiliser les TIC pour accomplir ses engagements<sup>20</sup> :

- 1- Offrir des services en ligne et utiliser l'innovation de la technologie mobile pour maintenir les citoyens informés.
- 2- Utiliser les TIC pour assurer l'accès à l'information.
- 3- Encourager la participation des citoyens (éventuellement à travers des consultations en ligne).
- 4- Exploiter la puissance des TIC pour rendre le gouvernement plus efficace et pour connecter les écoles et encourager l'utilisation des TIC.

---

<sup>20</sup> Plan d'action OGP Afrique Du Sud <http://www.opengovpartnership.org/country/south-africa/action-plan>

Dans le premier rapport d'évaluation de l'IRM<sup>21</sup> on trouve que l'Afrique Du Sud a réalisé 4/8 de ces engagements relatifs à l'accès à l'information et 3/8 en ce qui concerne l'utilisation des technologies et de l'innovation pour la transparence.

Selon le Networked Readiness Index 2014, l'Afrique du Sud est classé 70<sup>ème</sup> sur 148 pays. Selon le même rapport, l'usage gouvernemental des TIC est faible (103<sup>ème</sup> pays sur 148) par contre l'usage individuel des TIC est développé (30<sup>ème</sup> pays dans le classement).

---

<sup>21</sup> Rapport d'évaluation de l'IRM 2011-2013 Afrique du Sud  
<http://www.opengovpartnership.org/country/south-africa/progress-report/report>



## L'exemple de la Jordanie

---

La Jordanie est le 1<sup>er</sup> pays arabe qui a rejoint l'OGP en septembre 2011 avec 31 engagements<sup>22</sup>. La Jordanie a choisi dans son premier plan d'action de travailler sur 3 « grands challenges » des 5 définis par l'OGP.

- 1- Pour améliorer les services publics la Jordanie propose l'amélioration de service électronique par :
  - L'encouragement du fonctionnement de l'E-Gouvernement pour faciliter l'obtention des services et améliorer la compétitivité du secteur public,
  - L'amélioration de la rétroaction des citoyens et des mécanismes de plainte
  - L'encouragement des transactions électroniques par l'adoption d'une nouvelle loi.

---

<sup>22</sup> Plan d'action OGP de la Jordanie <http://www.opengovpartnership.org/country/jordan/action-plan>



- 2- Pour l'augmentation de l'intégrité publique, la Jordanie travaille sur l'amélioration de l'accès à l'information et la participation des citoyens dans la prise des décisions.
- 3- Pour gérer efficacement les ressources publiques, la Jordanie propose l'informatisation de l'ensemble du cycle de vie de la préparation du budget, son exécution et l'information financière par le lancement de l'application GFMS.

Dans le rapport d'évaluation de l'IRM<sup>23</sup> nous trouvons que la Jordanie a réalisé 12/31 engagements relatifs à l'accès à l'information et 2/31 engagements relatifs à la technologie et l'innovation pour la transparence.

Selon The Networked Readiness Index 2014, la Jordanie a réalisé les résultats suivants<sup>24</sup> :

Rang	Désignation
44 <sup>ème</sup>	l'utilisation des TIC (Elle a gagné 3 places par rapport à 2013 ,47 <sup>ème</sup> )
48 <sup>ème</sup>	l'infrastructure et le contenu numérique
52 <sup>ème</sup>	l'utilisation gouvernementale des TIC
67 <sup>ème</sup>	l'utilisation individuelle des TIC
47 <sup>ème</sup>	l'utilisation des TIC dans les affaires et l'investissement
44 <sup>ème</sup>	impact des TIC sur l'économie
51 <sup>ème</sup>	impact social de l'utilisation des TIC

---

<sup>23</sup> Rapport d'évaluation de l'IRM 2011-2013-Jordanie

<http://www.opengovpartnership.org/country/jordan/progress-report/progress-report>

<sup>24</sup> Networked Readiness Index 2014

[http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GlobalInformationTechnology\\_Report\\_2014.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalInformationTechnology_Report_2014.pdf)



## L'exemple de l'Indonésie

---

L'Indonésie a rejoint l'OGP en septembre 2011. Dans son 1<sup>er</sup> plan d'action OGP, elle a formulé 12 engagements<sup>25</sup> sur trois thèmes dans lesquels elle n'a pas développé le rôle des TIC :

- 1- Améliorer le service public par la promotion de la transparence, la responsabilisation et la participation du public.
- 2- Accroître l'intégrité publique par la diffusion des données publiques sur les sites web des institutions.
- 3- Gérer plus efficacement les ressources publiques par :
  - Le logiciel E-Procurement pour contrôler les marchés publics.
  - Carte-portal : un portail unique pour présenter les informations relatives aux forêts primaires et secondaires et éviter les duplicatas des permis.

---

<sup>25</sup> Plan d'action OGP de l'Indonésie <http://www.opengovpartnership.org/country/indonesia/action-plan>

- La publication des données sur les ressources naturelles du pays.

Même dans son second plan d'action, l'Indonésie n'a pas détaillé l'usage des TIC pour la réalisation de ses engagements. Elle déclare que les données publiques relatives à l'environnement, l'éducation, le budget, les ressources naturelles, le Hajj seront diffusées sur un site web institutionnel.

Selon le premier rapport d'évaluation élaboré par l'IRM<sup>26</sup> l'Indonésie a réalisé 11/12 de ses engagements concernant l'accès à l'information et 6/12 engagements concernant la technologie et l'innovation pour la transparence.

Les statistiques concernant l'usage des TIC et leurs impacts réalisées par The Networked Readiness Index 2014<sup>27</sup> ont donné les résultats suivants :

- L'Indonésie est classé 54<sup>ème</sup> sur les 148 pays qui profitent des TIC. Elle a avancé de 22 rangs par rapport à 2013 (76<sup>ème</sup> pays)
- Elle est classée 85<sup>ème</sup> en ce qui infrastructure et contenu numérique
- Pour l'usage des TIC elle est 69<sup>ème</sup> alors qu'elle est 95<sup>ème</sup> pour l'usage gouvernemental des TIC et pour l'investissement et elle est le 49<sup>ème</sup> pays pour l'usage individuel des TIC.
- Les TIC ont un impact social important (63<sup>ème</sup>) et un impact moins important sur l'économie (86<sup>ème</sup>)

L'Indonésie a adhéré aussi dans le processus Open Data et selon l'Open Data Index 2013 elle a un score moyen de 415<sup>28</sup>

---

<sup>26</sup> Rapport d'évaluation IRM du plan d'action de l'Indonésie

<http://www.opengovpartnership.org/country/indonesia/progress-report/report>

<sup>27</sup> Networked Readiness Index 2014

[http://www3.weforum.org/docs/WEF\\_GlobalInformationTechnology\\_Report\\_2014.pdf](http://www3.weforum.org/docs/WEF_GlobalInformationTechnology_Report_2014.pdf)

<sup>28</sup> Open Data Index 2013- Indonésie <https://index.okfn.org/country/overview/Indonesia/>



## L'exemple du Brésil

---

Le Brésil est l'un des huit pays fondateur de l'OGP. Il a adhéré en septembre 2011 en présentant un plan d'action contenant 32 engagements<sup>29</sup>. Dans ses deux plans d'action, le Brésil envisage l'utilisation des TIC dans différents domaines :

- Mettre en place un programme d'éducation à distance et une plateforme pour identifier les problèmes des écoles publiques et les rectifier.
- Mettre en ligne un catalogue de données publiques
- Créer un modèle unique pour l'accès à l'information
- Renforcer la capacité des citoyens pour utiliser l'open data
- Encourager le gouvernement national et les gouvernements fédéraux à publier sur des sites web les données publiques ouvertes

---

<sup>29</sup> Plan d'action OGP – Brésil <http://www.opengovpartnership.org/country/brazil/action-plan>

- Développer l'infrastructure des données ouvertes et lancer un portail brésilien Open Data
- Regrouper les données publiques dans une seule base de données pour assurer la transparence et la facilité d'accès des citoyens
- Améliorer la gestion des services en ligne
- Développer un portail pour les services publics qui soit simple, accessible et qui oriente les citoyens.

Durant la première année de la mise en place de son premier plan d'action, le Brésil a pu réaliser 16 engagements sur 32 en matière d'accès à l'information et 19/32 engagements relatifs à la technologie et l'innovation pour la transparence<sup>30</sup>.

Ces efforts pour l'OGP viennent renforcer les actions du Brésil dans le processus d'Open Data (un score de 410<sup>31</sup> en 2013)

---

<sup>30</sup> Rapport d'évaluation de l'IRM <http://www.opengovpartnership.org/country/brazil/progress-report/report>

<sup>31</sup> Open Data Index 2013 – Brésil <https://index.okfn.org/country/overview/Brazil/>

## Tableaux comparatifs

### ACCES A L'INFORMATION

Pays	Mesures proposées
<b>Canada</b>	<p>Diffusion des données du gouvernement à travers un site web.</p> <p>Création d'une bibliothèque virtuelle rassemblant les données interrogeables en ligne publiées par le gouvernement. Ouverture des bibliothèques et des archives du gouvernement canadien via le web 2.0.</p> <p>Plateformes centralisées de l'administration de l'accès à l'information et le paiement en ligne de ces demandes.</p> <p>Guichet unique de recherche simultanée dans les pages, les données et les publications fédérales.</p>
<b>Royaume Uni</b>	<p>Unification du format des fichiers publics ouverts et transparence des données diffusées.</p> <p>Un seul nom de domaine pour les services publics.</p> <p>Assurer l'accès à l'information par les protocoles technologiques.</p> <p>Adoption d'une loi garantissant l'accès à l'information et l'obtention de l'Open Licence.</p>
<b>Norvège</b>	<p>La connexion au service web public doit être simple et sécurisée</p> <p>Le service public doit fournir des services numériques unifiés et conviviaux.</p>
<b>Kenya</b>	<p>Shirikina : un processus organisé vers une plateforme de services partagés du gouvernement orientée vers les citoyens et les organismes</p> <p>End-To-End services : un portail unique permettant l'accès à tous les services liés à la citoyenneté.</p>
<b>Afrique du Sud</b>	Utiliser les TIC pour assurer l'accès à l'information.
<b>Jordanie</b>	L'encouragement du fonctionnement de l'E-Gouvernement
<b>Indonésie</b>	Diffusion des données publiques sur les sites web des institutions.
<b>Brésil</b>	<p>Développement de l'infrastructure des données ouvertes et lancement d'un portail brésilien Open Data.</p> <p>Catalogue en ligne de données publiques.</p> <p>Portail, simple et accessible, pour les services publics</p> <p>Modèle unique pour l'accès à l'information.</p> <p>Encourager l'administration à publier sur des sites web les données publiques ouvertes.</p>

### GESTION INTERNE AU SEIN DES ADMINISTRATIONS

Pays	Mesures proposées
Canada	Gestion électronique des dossiers et documents au sein des ministères
Royaume Uni	Amélioration les interfaces des sites web et des réseaux Normes pangouvernementales pour automatiser la programmation des interfaces Formats standards des fichiers pour satisfaire les utilisateurs.
Norvège	Développement des solutions TIC pour l'organisation du processus de travail Protection de la vie privée et la sécurité de l'information Coordination des mesures de numérisation
Kenya	TIMS : Système de gestion intégré des transports. C'est une stratégie basée sur la technologie pour harmoniser les données au sein du secteur des transports.
Afrique du Sud	NC
Jordanie	NC
Indonésie	NC
Brésil	Travail de regroupement des données publiques dans une seule base de données.

### CONSULTATION ET PARTICIPATION

Pays	Mesures proposées
Canada	Mise en ligne des projets règlementaires pour des fins d'information et de participation des citoyens Mise en place d'un service web concentré sur l'utilisateur pour les consultations
Royaume Uni	Mise en ligne de toutes les consultations. Utilisation des réseaux sociaux pour communiquer et dialoguer avec les citoyens
Norvège	NC
Kenya	Elargir l'infrastructure des TIC pour encourager la participation citoyenne et engager le gouvernement.
Afrique du Sud	Mise en place de consultations en ligne.
Jordanie	NC
Indonésie	NC
Brésil	NC

### TRANSPARENCE FINANCIERE

Pays	Mesures proposées
<b>Canada</b>	Collecte et diffusion sur le web des fichiers relatifs à la transparence de l'aide internationale Diffusion des données sur la gestion des ressources du gouvernement
<b>Royaume Uni</b>	NC
<b>Norvège</b>	NC
	NC
	NC
<b>Jrdanie</b>	Informatisation de l'ensemble du cycle de vie de la préparation du budget, de son exécution et de l'information financière par le lancement de l'application GFMS
<b>Indonésie</b>	Gérer plus efficacement les ressources publiques par (i) le logiciel E-Procurement pour contrôler les marchés publics, (ii) le Carte-portal : un portail unique pour présenter les informations relatives aux forêts primaires et secondaires et éviter les duplicatas des permis, et (iii) la publication des données sur les ressources naturelles du pays.
<b>Brésil</b>	NC

### RELATIONS AVEC LES CITOYENS ET CAPACITY BUILDING

Pays	Mesures proposées
<b>Canada</b>	NC
<b>Royaume Uni</b>	Renforcer l'utilisation de l'Open Data : un code pratique et des normes qui encouragent les citoyens et les administrations.
<b>Norvège</b>	Présenter l'assistance nécessaire aux citoyens pour trouver et utiliser les services numériques. Généralisation de la communication électronique et par SMS entre l'administration et le citoyen ou l'entreprise. Boîtes aux lettres numériques sécurisées à la disposition des citoyens et des entreprises pour la réception du courrier du secteur public.
	NC
	NC
<b>Jordanie</b>	L'amélioration de la rétroaction des citoyens et des mécanismes de plainte
<b>Indonésie</b>	
<b>Brésil</b>	Renforcer la capacité des citoyens pour utiliser l'open data



### EDUCATION

Pays	Mesures proposées
<b>Canada</b>	NC
<b>Royaume Uni</b>	NC
<b>Norvège</b>	NC
<b>Kenya</b>	Kenet : Kenya Education Network. Un réseau national de recherche et d'enseignement qui favorise l'utilisation des TIC.
<b>Afrique du Sud</b>	Connecter les écoles et y encourager l'utilisation des TIC
<b>Jordanie</b>	NC
<b>Indonésie</b>	
<b>Brésil</b>	Programme d'éducation à distance et une plateforme pour identifier les problèmes des écoles publiques et les rectifier.

### POLICE ET JUSTICE

Mesures proposées
NC
NC
NC
Transparence dans les services d'immigration : utilisation de la téléphonie mobile pour suivre le progrès de réalisation des dossiers des candidats afin de réduire la corruption. Programme d'informatisation dans le domaine judiciaire qui enregistre les procédures judiciaires électroniquement et la mise en place d'une e-bibliothèque permettant l'accès à l'information.
NC
NC
NC
NC

### ECONOMIE

Mesures proposées
NC
Stimuler les marchés par l'utilisation des données ouvertes
NC
Kentrade : un portail unique pour améliorer l'investissement au Kenya à travers un e-registre permettant l'amélioration des flux de travail.
NC
Nouvelle loi pour l'encouragement des transactions électroniques.
NC
NC

## Conclusion

---

Vu les progrès technologiques permanents, la volonté d'instaurer la démocratie et la transparence des gouvernements, des Etats ont choisi de rejoindre l'initiative OGP. Cette initiative a fixé cinq « grands challenges » dont la réalisation est basée sur l'usage des TIC afin d'assurer l'accès à l'information publique, la réforme des services publics, la transparence gouvernementale et la communication avec les citoyens et les organismes tout en réduisant les coûts.

Les pays, qu'ils soient développés ou en voie de développement ou une économie émergente, chacun avec son infrastructure de TIC et sa législation essaye d'instaurer des changements démocratiques et de permettre l'accès à l'information et le dialogue avec l'Etat à travers des plateformes ou à travers les réseaux sociaux.



